

## Al Hadidiyah : La persécution d'une communauté



**Jeudi 26 novembre 2015, au matin à 7h30, les militaires israéliens entraient dans la communauté d'Al Hadidiyah de la Vallée du Jourdain pour, une fois encore, une nouvelle vague de démolitions. L'opération punitive dirigée contre le chef de famille, responsable de la communauté, Abu Saqr, vient clairement en représailles de la rénovation d'une route (d'une piste à vrai dire, Ndt), que les personnes d'Al Hadidiyah avaient commencé à renflouer de graviers en prévision des pluies durant les mois d'hiver. Cette route relie le village au monde. La fille d'Abu Saqr, enceinte, a été attaquée par les soldats et se trouve actuellement à l'hôpital ; elle risque de perdre son bébé.**

Deux bulldozers de l'armée accompagnés de six jeeps militaires ont envahi Al Hadidiyah et démoli dix installations appartenant à Abu Saqr et aux quarante membres de sa famille. Ces installations comprennent les tentes d'habitation, les bergeries, le four à pain et les abris où est stockée la nourriture. En outre, l'armée a détruit également les abris appartenant au fils d'Abu Saqr, Gazi, vivant là avec sa femme et ses deux enfants parce qu'il n'a pas la possibilité d'habiter ailleurs. L'armée a également détruit deux bergeries et une tente appartenant à Mohamed Mahmoud Bisharat, un des aînés de la communauté.



Durant la vague de destruction, les militaires ont brutalement attaqué la fille d'Abu Saqr, enceinte de trois mois ; elle a été transportée à l'hôpital en sang.

Seuls les panneaux solaires qui fournissent à la communauté un peu d'électricité ont été épargnés afin, sans doute, d'éviter la réaction des donateurs face à la destruction de leur projet. Les images de ces panneaux solaires intacts, au milieu des destructions délibérées de tout le reste, pose la question de la raison de mettre en évidence "l'aide efficace" des projets d'ONG internationales alors que ce qui est réellement en jeu ce sont la vie et la survie de communautés entières face à la politique d'Israël de transfert forcé de population et d'épuration ethnique.

Cette invasion et cette démolition surviennent au lendemain de la destruction par les militaires des travaux pour préparer la route d'accès au village. Il y a un mois, la communauté avait commencé à mettre du gravier pour s'assurer qu'elle puisse être utilisable pendant la saison des pluies à venir. Elle devait permettre aux enfants de continuer à se rendre à l'école et garantir à la communauté l'accès aux services, aux autres villages et villes. Les gens ont travaillé sur ce projet avec leur pelles et un tracteur appartenant à la communauté. Abu Saqr était responsable des relations avec les organisations internationales qui soutenaient ce projet.



Pendant que les militaires détruisaient la route, ils menaçaient Abu Saqr de démolitions supplémentaires. Il a insisté sur le fait qu'un recours contre les démolitions était toujours devant la cour de justice israélienne et qu'aucune décision n'avait encore été prise pour les autoriser. Ce que confirment les avocats.

Comme plusieurs fois auparavant, les militaires israéliens n'en ont pas tenu compte et, sans ordre de démolition, ils ont détruit une bonne partie de la communauté comme une punition collective pour avoir tenté d'améliorer la viabilité de la route.

Les militaires sont revenus une fois de plus dans l'après midi pour menacer les membres de la communauté qui avaient commencé à reconstruire installations et abris. Ils ont choisi Rashid Al Kadiriy, le propriétaire du seul camion de la communauté et l'ont prévenu que son camion ainsi que le tracteur d'Abu Saqr seraient confisqués s'ils continuaient à reconstruire leurs installations et qu'ils démoliraient à nouveau dans moins d'une heure ce qu'ils avaient déjà reconstruit. Les militaires les ont également informés que leurs installations et existence sont "illégales" et qu'ils doivent s'en aller ailleurs.



## L'Histoire du déplacement de population

Al Hadidiyah était une communauté de fermiers prospères avant l'occupation de 1967, composée de 160 familles habitant des maisons en pierre construites de façon traditionnelle. En 1997, elles furent chassées de la terre qu'elles possédaient sans autre choix que d'aller s'installer quelques kilomètres plus loin, s'abritant sous des tentes de fortune. Ils sont obligés de vivre depuis 18 ans de cette façon, puisque les autorités d'occupation systématiquement leur dénie le droit de construire en dur toute installation quelle qu'elle soit, ou d'avoir de l'eau courante, de l'électricité, des écoles, des hôpitaux ou des routes.



En 2000, plus de 15 familles sont parties à la suite de mesures imposées par l'armée israélienne qui limitait l'accès à l'eau. Tracteurs et citernes furent confisqués sur des terres considérées comme "zone interdite". Une citerne fut confisquée pendant huit mois et seulement rendue après paiement par les habitants de 12 000 NIS (12 000 shekels = 2 900€, Ndt).

En 2002 et 2003, quelques huit familles quittèrent la communauté après le creusement d'une tranchée par l'armée israélienne à l'ouest d'Al Hadidiyah, empêchant les habitants d'accéder à leur nourriture, à l'eau et aux services de base. Quelques unes de ces familles vendirent leur troupeau et s'en allèrent à Tamun, situé en Zone A. Ces familles survivent maintenant comme ouvriers ou dépendent de leurs enfants qui sont éleveurs. D'autres sont allées dans la région de Khirbet Atuf et continuent à élever leur troupeau.

Entre 2003 et 2008, environ huit familles sont parties pour différentes raisons, notamment après des démolitions imposées par les autorités israéliennes (entre 2005 et 2007) et à cause de l'installation d'une barrière sur la route à l'ouest de la communauté, empêchant l'accès à l'eau. En 2008 quatre familles supplémentaires sont parties après démolitions.

En juin 2011, les militaires israéliens ont effectué deux séries de démolitions à Al Hadidiyah, détruisant 33 installations, laissant 37 personnes sans toit et abaissant le niveau de vie de plus de 15 d'entre elles. La plupart de ces installations, 29, ont été démolies le 21 juin 2011. Depuis cette date, un recours contre ces démolitions est déposé devant la cour israélienne et théoriquement tous les

ordres de démolition sont gelés. Pourtant les douze familles restantes, qui tiennent bon et refusent de quitter cet endroit, ont déjà connu plusieurs démolitions sans ordre légal ou sans préavis.

Pour chasser la communauté de ses terres, des manœuvres militaires avec chars et balles réelles ont lieu régulièrement à quelques centaines de mètres des habitations.



### **Al Hadidiyah et les colonies illégales d'Israël**

Les colonies illégales israéliennes de Ro'i et Bequa'ot se sont appropriées déjà 3000 dunums (300 hectares) de terres agricoles à Al Hadidiyah.

Depuis 1977, la colonie israélienne de Ro'i ne cesse de s'étendre sur les terres d'Al Hadidiyah. Les tentatives pour expulser la communauté ont pour but de garantir un libre accès à la construction de colonies sur 20 000 dunums (2 000 hectares) de terres fertiles appartenant aux Bédouins Palestiniens dans le Nord de la Vallée du Jourdain.



Malgré la proximité des pompes de Mekorot, compagnie nationale israélienne des eaux, le village n'est pas relié au réseau. Par conséquent, les habitants d'Al Hadidiyah dépendent de citernes

particulièrement chères, 30 NIS (7€) le mètre cube, environ six fois plus que s'ils étaient reliés au réseau d'eau. Ceci explique pourquoi la consommation moyenne à Al Hadidiyah (20 litres par personne et par jour) est loin du minimum de 100 litres recommandé par l'Organisation Mondiale de la Santé.

Par contre, les deux colonies d'à côté, Ro'i et Baqa'ot, sont desservies par Mekorot et leur consommation pour l'usage domestique – qui ne comprend pas la consommation pour l'agriculture – est 23 fois plus importante que celle d'Al Hadidiyah : 460 litres par personne et par jour.

Sources: [Stop the Wall](#) (traduit par Fx Gilles)